

## Origines et métamorphoses de la nouvelle droite

Pierre-André Taguieff

### Abstract

Origins and metamorphoses of the French New Right, Pierre-André Taguieff.

The French New Right, which grew in the 1970s and the 1980s, seems to have become an empty shell today. But the itinerary of its best theoretician, Alain de Benoist, shows that this movement was able to bring up, early and continuously, the issues of roots and identity that are haunting Europe today.

---

### Citer ce document / Cite this document :

Taguieff Pierre-André. Origines et métamorphoses de la nouvelle droite. In: Vingtième Siècle, revue d'histoire, n°40, octobre-décembre 1993. pp. 3-22;

[http://www.persee.fr/doc/xxs\\_0294-1759\\_1993\\_num\\_40\\_1\\_3005](http://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1993_num_40_1_3005)

---

Document généré le 05/05/2016

# ENTRETIENS

## ORIGINES ET MÉTAMORPHOSES DE LA NOUVELLE DROITE

Pierre-André Taguieff

Cinq ans après la publication de l'article d'Anne-Marie Duranton-Crabol (n° 17, janvier-mars 1988), *Vingtième siècle* a voulu revenir sur le phénomène de la Nouvelle Droite, dont on aurait tort de minimiser l'importance dans l'évolution actuelle du paysage intellectuel et politique de la France. Nous remercions Pierre-André Taguieff d'avoir bien voulu répondre à nos questions.

*Vingtième siècle*: Que recouvre exactement le terme de Nouvelle Droite?

P.-A. Taguieff: Un lecteur naïf, ouvrant un « Dictionnaire de la pensée politique » de référence, le *Blackwell* en version française\*, apprend que l'on désigne par « Nouvelle Droite » un groupe d'intellectuels qui, vers 1970-1980, critiquent et récusent la social-démocratie d'Europe occidentale aussi bien que le communisme. Ces intellectuels sont à l'évidence des néo-conservateurs économiquement libéraux et culturellement réactionnaires, défenseurs d'un « ordre moral » à base religieuse. Mais cette définition, construite par référence à la culture politique anglo-saxonne, ne saurait s'appliquer à la Nouvelle Droite française. L'étiquette

s'avère aussi vague que trompeuse. En France, elle a été utilisée, dans le langage médiatique, à partir de 1978, pour désigner le GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne), puis, par extension, pour référer, dès 1979, à l'ensemble formé par le GRECE et le Club de l'Horloge. On pouvait alors situer la production intellectuelle de ces deux « clubs (ou sociétés) de pensée » à l'intersection des droites parlementaires UDF/RPR et des mouvements situés à l'extrême droite. La Nouvelle Droite pouvait être interprétée comme la figure d'un néo-conservatisme à la française. Il reste que ces deux organisations politico-culturelles existaient déjà depuis plusieurs années: le GRECE a été fondé en 1968 et le Club de l'Horloge en 1974. Et si le GRECE a cru pouvoir reprendre l'étiquette Nouvelle Droite en tant qu'auto-désignation, le Club de l'Horloge l'a rejetée dès 1979. C'est en 1978-1979, précisément, que la distance se creuse entre la « société de pensée » et le « club de réflexion politique ». Leurs divergences idéologiques, non moins que leur objectif alors commun (réarmer intellectuellement la droite en France), vont les placer dans une situation de rivalité mimétique et de lutte pour le monopole du ressourcement doctrinal de la droite.

\* Paris, Hatier, 1989 (1<sup>re</sup> éd., 1987, *The Blackwell Encyclopedia of political thought*).

Parmi les trois fondateurs du Club de l'Horloge, Jean-Yves Le Gallou, Yvan Blot, Henry de Lesquen, les deux premiers avaient traversé le GRECE (ils avaient été membres du Cercle Pareto, à l'Institut d'études politiques de Paris, en 1972-1973). À bien des égards, le Club de l'Horloge est né d'une dissidence à l'intérieur du GRECE, conduite par ceux qui ne voulaient pas séparer leur carrière politique de leur participation à une entreprise de refondation culturelle. Mais l'origine idéologico-politique commune n'est pas prédictive d'un destin commun, comme le montre l'éloignement progressif des deux organisations depuis 1978. Au sens strict, la Nouvelle Droite ne devrait désigner que le GRECE et sa mouvance.

*VS: Peut-on considérer la création du GRECE comme une réaction au mouvement de mai 1968?*

P.-A. T. : En aucune manière. S'il est vrai que le GRECE a déposé ses statuts le 17 janvier 1969, des contacts nationaux avaient été pris dès l'automne 1967 entre militants de la Fédération des étudiants nationalistes (FEN). Un secrétariat provisoire des Groupes de recherches et d'études pour la civilisation européenne s'installe à Nice le 15 janvier 1968. Le premier numéro de la revue *Nouvelle École* paraît peu après (février-mars 1968), le sigle GRECE étant mentionné en page de couverture (et ce, jusqu'au n° 12, mars-avril 1970 compris). La première réunion centrale du groupe fondateur se déroule à Lyon les 4 et 5 mai 1968: Alain de Benoist (qui signe encore Fabrice Laroche), Jacques Bruyas, Jean-Jacques Mourreau, notamment, étaient présents (parmi les excusés: Jean-Claude Valla et Dominique Venner, dit Julien Lebel). La création du GRECE constitue en fait une réponse aux interrogations inquiètes de certains militants nationalistes, déçus par une suite d'échecs: dissolution du mouvement Jeune Nation en mai 1958, démantèle-

ment de l'OAS, candidature malheureuse de Jean-Louis Tixier-Vignancour à l'élection présidentielle de décembre 1965, déroute électorale du Rassemblement européen de la liberté (REL) aux législatives de mars 1967 (aucun candidat élu). Le REL avait été créé, en novembre 1966, par le Mouvement nationaliste du progrès (MNP), lancé en janvier 1966 (Congrès constitutif: 30 avril-1<sup>er</sup> mai 1966) par les principaux dirigeants de la fédération de courants nationalistes que représentait le mensuel *Europe-Action* (Dominique Venner, Jean Mabire, Pierre Bousquet, etc.), renforcés notamment par les «jeunes» de la FEN (créée en mai 1960) qui publiaient les *Cahiers universitaires* (janvier 1962-1967) – Georges Schmelz, François d'Orcival (pseudonyme d'Amaury de Chaunac-Lanzac), Fabrice Laroche-Alain de Benoist (né en 1943). Au début de 1966, le MNP fait paraître un communiqué où l'on peut lire: «Les délégués du MNP ont décidé de soutenir par une action aussi large que possible le combat de l'Occident, en Angola, en Rhodésie, comme au Sud-Vietnam ... Ils sont certains que seule la construction de l'Europe pourra permettre à chaque nation, à chaque culture, de se développer dans l'harmonie. Ils s'affirment les véritables partisans de la tradition occidentale dans un cadre ultra-moderne» (*Europe-Action*, n° 39, mars 1966, p. 34). Sous le drapeau de la défense de l'Occident, c'est un «nationalisme européen» qui est clairement affirmé: tel est le point de rupture avec le nationalisme hexagonal défendu notamment par Pierre Sidos (né en 1927) qui s'éloignera en décembre 1963 d'*Europe-Action*.

*VS: L'héritage idéologique d'Europe-Action fournit donc l'essentiel du programme du REL?*

P.-A. T. : C'est d'abord son orientation européiste qui distingue le MNP-REL des autres courants nationalistes avec lesquels

il partage un anticommunisme radical et la hantise d'une «invasion» de la France par une immigration arabo-africaine. Mais le MNP-REL hérite aussi d'*Europe-Action* un racisme biologique qui se traduit par l'équivalence entre «défense de l'Occident» (ou de l'Europe) et «défense de la race blanche» (ou du «monde blanc»). *Europe-Action* se présentait en effet comme le «magazine de l'homme occidental».

*VS: En quel sens le nationalisme vaut-il pour une «défense de l'Occident»?*

P.-A. T.: Reportons-nous au «Dictionnaire du militant» publié dans le numéro 5 (mai 1963) d'*Europe-Action*. Le nationalisme y est ainsi défini: «Doctrine qui exprime en termes politiques la philosophie et les nécessités vitales des peuples blancs. Doctrine d'énergie, doctrine de l'Europe, doctrine du réel, doctrine de l'avenir» (p. 72). Et «l'Occident» ainsi caractérisé: «Communauté des peuples blancs. Communauté de culture» (p. 73). Quant au «peuple», il est défini comme «une unité biologique confirmée par l'histoire» (p. 74), ce qui permet de décoder les articles «Civilisation» («Mode d'existence d'un peuple ayant atteint un haut degré de culture», p. 55) et «Culture» («Résultat des possibilités créatrices d'un peuple ... La culture occidentale (peuples blancs) montre une incontestable supériorité», p. 59).

Lisons enfin la définition de la «communauté du peuple»: «Groupement naturel des hommes d'un même peuple. Les liens sont ceux du même sang, de la même culture et du même destin» (p. 56-57). Or le programme du REL, en 1966-1967, se fonde sur une idée simple: rassembler les «hommes faits pour le service de la Communauté» autour des «deux bases fondamentales d'une politique nouvelle: l'Europe et la Liberté». Car l'unification politique de l'Europe est conforme à la communauté de destin qu'elle incarne:

«Pour ne pas être submergées par les deux impérialismes qui les convoitent, les nations européennes doivent concrétiser sur le plan politique l'unité de destin que la Communauté d'origine, la communauté de civilisation et l'Histoire ont forgée.» Projet impliquant que la France se libère de certains fardeaux: «Suppression de l'aide aux sous-développés ... arrêt de l'immigration nord-africaine». En juin 1968, une affiche électorale du REL joue sur les métaphores «révolutionnaire» et «communautaire»: «Le marxisme est réactionnaire! La Révolution passe par le réalisme biologique. Amitié entre les communautés populaires». La dernière des «propositions révolutionnaires, claires, populaires» de la candidate du REL aux élections législatives du 23 juin 1968 (3<sup>e</sup> circonscription de Paris), Édith Gérard, comporte ce jumelage de biologisme et de droit à la différence: «Amitié des Peuples du Monde dans la reconnaissance du fait biologique et du droit pour chacun de rester fidèle à son ethnie et à ses traditions».

*VS: Doit-on considérer que le GRECE prend la succession du MNP-REL?*

P.-A. T.: Oui et non. Après son échec électoral suivi d'un scandale politico-financier, le REL aivoté jusqu'en 1969. Sa disparition coïncide avec le retrait de Dominique Venner (né en 1935), leader du mouvement nationaliste-révolutionnaire et théoricien, dans sa brochure *Pour une critique positive* (1962), d'une stratégie contre-léniniste pour les nationalistes français: pas de révolution sans la double construction d'une organisation et d'une doctrine. Venner, qui avait théorisé l'abandon du mythe du «coup de force», pouvait constater que le moment de la prise du pouvoir par voie légale, à travers la concurrence des partis, n'était pas encore venu pour les nationalistes. La dissolution progressive du REL favorisa l'émergence de trois tendances aux objectifs distincts.

Tout d'abord, le groupe animé par Pierre Bousquet, Jean Castrillo et Pierre Pauty, qui publie le mensuel *Militant*, bulletin nationaliste « populaire » et « européen », depuis décembre 1967. Après une période d'entrisme au sein du Front national, de 1973 à 1979, ce groupe rompt avec le mouvement lepéniste, trop « conservateur » et trop « sioniste » à son goût, pour fonder en décembre 1983 le Parti nationaliste français.

Ensuite, la création de l'Institut d'études occidentales, à l'automne de 1968, par Dominique Venner, qui se donnera une revue éphémère, *Cité-Liberté*; il s'agit toujours de lutter contre « la subversion mentale » et de défendre les « valeurs de la civilisation occidentale ». Très vite, D. Venner se retire de la vie politique et se consacre à la publication d'ouvrages sur la chasse, les armes ou la vénerie. Il lance à la fin de 1991 le trimestriel *Enquête sur l'histoire* dont le premier numéro (hiver 1991-1992) a pour thème : « Quarante siècles d'identité française ».

D. Venner n'est certes pas étranger à la troisième réorientation du mouvement issu d'*Europe-Action*, mais il n'en est pas le principal animateur. Ce rôle incombe à Alain de Benoist, alors âgé de 24 ans. En 1967, celui-ci, sous le pseudonyme de Fabrice Laroche, était rédacteur en chef de *L'Observateur européen* (1964-1968) et collaborait régulièrement à diverses revues néo-fascistes dont *Défense de l'Occident*, mensuel dirigé par Maurice Bardèche de décembre 1952 à novembre 1982. Membre du Conseil national du REL, A. de Benoist avait constitué autour de lui un groupe informel, avec des militants de la FEN et certains membres de l'équipe rédactionnelle des *Cahiers universitaires* (Jacques Bruyas, Vincent Decombis, Jacques Devidal, Jean-Claude Bardet, Jean-Claude Valla, Pierre Vial, etc.). C'est principalement de ce groupe de réflexion, centré sur la redéfinition du nationalisme, qu'est issu le GRECE.

VS: Contrairement à ce qui est ordinairement soutenu, vous insistez donc sur le rôle déterminant d'A. de Benoist dès 1966-1967?

P.-A. T: En effet. Ce n'est pas à D. Venner que l'on doit le tournant idéologique et stratégique de 1968-1969, incarné par la création du GRECE. A. de Benoist (« F. Laroche ») commence à exercer son magistère dès 1966. En témoignent deux brochures: *Les Indo-Européens*, texte publié par le Groupe d'études doctrinales animé par A. de Benoist (Paris, 1966), et *Qu'est-ce que le nationalisme?*, « fascicule de méthode doctrinale », daté de mars 1966 (15 p.), dont A. de Benoist est le principal rédacteur. Le « nationalisme » y apparaît redéfini comme une « conception du monde » fondée sur « les données naturelles de la vie » (p. 5). Celles-ci impliquent la différenciation raciale, qui se manifeste par la différence culturelle et l'incommensurabilité des systèmes de valeurs:

« La race constitue la seule unité réelle qui ... englobe les variations individuelles. L'étude objective de l'Histoire montre que seule la race européenne (race blanche, caucasioïde) a continué à progresser depuis son apparition sur la voie montante de l'évolution du vivant, au contraire de races stagnantes dans leur développement, donc en régression virtuelle. La cause principale de la progression de la race européenne réside dans le fait qu'elle a atteint au progrès des facteurs cumulables, sciences et techniques, dont l'enchaînement forme la civilisation occidentale. La race européenne n'a pas de supériorité absolue. Elle est seulement la plus apte à progresser dans le sens de l'évolution ... Les facteurs raciaux étant statistiquement héréditaires, chaque race possède sa psychologie propre. Toute psychologie est génératrice de valeurs » (p. 8-9).

Cette brochure d'orientation doctrinale affirme une théorie inégalitaire des races et des « niveaux culturels », sur laquelle est fondée une conception raciale de la nation: « La différenciation des niveaux culturels dépendant de la cérébralisation plus ou moins intense, on ne saurait parler

de civilisation en soi ... La Nation détermine parfois une ethnie, mais ne se confond pas obligatoirement avec elle. Elle est un département de la race. Elle est un département de la race. L'ethnie est une unité raciale de culture» (p. 10-11). Cette reformulation du nationalisme rend celui-ci compatible avec la référence aux «Indo-Européens», posés à la fois comme origine spécifique et comme modèle d'ordre civilisationnel, justifiant l'unification impériale de l'Europe, formée de peuples de même origine. L'unité de l'Europe ne peut être que raciale. D'où une critique des nationalismes «étroits», ne tenant pas compte des réalités «biologiques».

*VS: Le contraste avec le nationalisme de Barrès ou de Maurras est frappant.*

P.-A. T.: Il s'agit bien d'une rupture avec une tradition politico-intellectuelle, celle du nationalisme à la française. Le néo-nationalisme «européen», qu'il se fonde sur la «race blanche», la commune provenance indo-européenne ou la communauté de «culture» européenne, ne cessera d'entrer en collision avec le vieux nationalisme de la «France seule» ou des «Français d'abord». Défini entre 1962 et 1968, ce nationalisme racialisé fournit une base «scientifique» au projet de construction d'une Europe impériale, comprenant la Russie. La rupture avec la conception maurrassienne du «nationalisme intégral» s'achève avec l'inclusion, dans les «principes directeurs» du nouveau nationalisme européen, d'un programme eugéniste visant la création de l'homme nouveau: «Remplacer la sélection naturelle, disparue avec le développement des techniques, par une politique attentive d'eugénisme communautaire, visant à réduire les éléments tarés et les tares elles-mêmes. Poursuivre la sélection au plan de l'État, en créant une école d'élite permanente, assurant ... l'amorce éventuelle d'un type nouveau d'individu ... Veil-

ler ... à la pathologie de la culture, en supprimant les facteurs décadents ou déréalisants, qu'ils soient allogènes, qu'ils soient dus au déchet biologique...» (*Qu'est-ce que le nationalisme?*, p. 13).

Le dernier «principe» est l'occasion d'esquisser une politique planétaire de développement racial séparé, fondée sur l'évitement systématique du contact entre «groupes raciaux», et surtout du métissage: «Organiser, avec les différents groupes raciaux du monde, une politique de coexistence pacifique et libérale permettant à chacun d'exprimer ... ses aptitudes et ses dons. Supprimer, en proportion, tout contact visant à la fusion, à l'inversion, ou au bouleversement des données ethniques, ou à la cohabitation forcée de communautés différentes» (*ibid.*). Il y a bien ici sacralisation du racial et/ou de l'ethnique, et absolutisation des différences entre «groupes raciaux». C'est ce culte de la différence collective que le GRECE privilégiera, et présentera plus tard comme un légitime respect des différences «culturelles», substituant ainsi, progressivement (au cours des années 1970), le «droit à la différence» à l'inégalité des droits dérivant de l'inégalité des races et des «niveaux culturels». Mais l'impératif de séparation demeure, sous les différents habillages idéologiques. Car la ségrégation peut être légitimée autant par la différence culturelle que par l'inégalité raciale. Il reste que, durant une première période de tâtonnement doctrinal (1968-1974), le GRECE produira des textes fort proches du modèle esquissé en 1966. Ce qui singularise d'emblée le GRECE, ce n'est donc pas sa «vision du monde», c'est sa stratégie, dite «culturelle» ou «métapolitique».

*VS: C'est-à-dire?*

P.-A. T.: Le principe en est simple: la conquête du pouvoir politique présuppose celle du pouvoir culturel. Or, celui-ci étant monopolisé par l'intelligentsia de

gauche, il faut commencer par dénoncer le «terrorisme intellectuel» de la gauche. L'idée d'une stratégie «métapolitique» est introduite dès la première année d'existence officielle du GRECE, dont le premier séminaire national (Lyon, 11-12 novembre 1968) portait sur la question: «Qu'est-ce que la métapolitique?». À partir de 1973-1974, A. de Benoist a donné un contenu plus précis à la stratégie «métapolitique» en la présentant comme un «gramscisme de droite». Gramsci est lu comme un «théoricien du pouvoir culturel» (*Vu de droite*, Paris, Copernic, 1977, p. 456), et le retournement antigauche de sa stratégie ainsi théorisé: «Le GRECE a entrepris une action métapolitique sur la société. Une action consistant à répondre au "pouvoir culturel" sur son propre terrain: par un contre-pouvoir culturel» (R. de Herte, «La révolution conservatrice», *Éléments*, n° 20, février-avril 1977, p. 3). Jusqu'à la fin des années 1970, c'est la culture marxiste qui est désignée comme l'ennemi idéologique. Mais l'héritage anticomuniste est reformulé: le marxisme n'est stigmatisé qu'en tant qu'il constitue «la forme la plus extrême» de «l'égalitarisme» (J.-C. Valla, *Dix ans de combat culturel pour une renaissance*, Paris, GRECE, 1977, p. 68). En outre, l'appel au détour culturel va de pair avec une conception élitiste: «GRECE est une association culturelle engagée. Nous estimons que la Culture ne doit plus être la "chasse gardée" des marxistes ... GRECE n'est pas un mouvement de masse. Nous avons la prétention de vouloir rassembler l'élite de ce pays» (*Éléments*, n° 2, novembre-décembre 1973, p. 10). Enfin, cette stratégie implique de s'engager dans la «guerre culturelle» avec la volonté de la «gagner»: «Nous sommes entrés dans la guerre culturelle. Les nations et les peuples de l'Europe se trouvent menacés d'anéantissement par une agression invisible, qui touche à leur constitution mentale ... C'est aussi une guerre civile. Le poison idéologique qui

a emporté le monde antique s'est fixé au cœur de la civilisation européenne» (*Éléments*, n° 31, août 1979, p. 3). L'économisme libéral commence alors à être dénoncé aussi fermement que l'économisme marxiste, et «l'américanisme», forme moderne dominante de l'égalitarisme et du cosmopolitisme «judéo-chrétiens», devient la figure de l'ennemi principal.

*VS: Comment conduire cette "guerre culturelle"?*

P.-A. T.: D'abord, en pénétrant les milieux médiatiques et universitaires afin d'y implanter une «contre-culture» de droite. En organisant, ensuite, une contre-offensive intellectuelle concertée; à partir du «centre» constitué par le GRECE et ses réseaux. Enfin, en établissant diverses passerelles entre les lieux culturels «conquis» et les partis politiques de droite afin de réformer intellectuellement ces derniers de l'intérieur. C'est la grande nouveauté qu'incarne le GRECE: la prise au sérieux, à droite, de la question «culturelle». Les droites politiques avaient abandonné le champ culturel-intellectuel à la gauche marxiste ou marxisante, tandis que les mouvements nationalistes radicaux («extrême droite») s'étaient engagés dans un activisme à forte connotation anti-intellectuelle, proche de l'anti-intellectualisme «poujadiste» lié à une révolte de type populiste. En ce sens, le GRECE a renoué avec la tradition des écrivains-historiens de l'Action française. Encore convient-il de relever une oscillation, caractéristique du GRECE, entre une conception strictement instrumentale du culturel (moyen de prendre le pouvoir) et le projet de créer ou de définir une «nouvelle culture», liée à une «vue du monde» et au «projet idéologique qui en découle» (Pierre Vial, «Présentation», *Études et recherches pour la culture européenne*, nouvelle série, n° 1, printemps 1983, p. 1). Dans les années 1980, le GRECE semble avoir progressivement pri-

vilégié la seconde option, et abandonné tout souci d'exercer une influence à court terme sur le jeu politique. Le projet «élitiste» avait échoué. Corrélativement, la vision «antiquaire» et nostalgique de la «civilisation (indo)-européenne» a fait place au projet d'élaborer une nouvelle «culture européenne». En témoigne, par exemple, la substitution d'*Éléments* «pour la culture européenne» (n° 68, été 1990) à *Éléments* «pour la civilisation européenne» (n° 67, hiver 1989). Ce changement de titre fait aussi référence à l'opposition spengliérienne entre *Kultur* (force formatrice, organicité) et *Zivilisation* (forme constituée, structure inorganique), l'Occident moderne incarnant le type de la «civilisation». Car, depuis la fin des années 1970, il s'agit «d'en finir avec la civilisation occidentale» (*Éléments*, n° 34, avril-mai 1980). L'arrivée, en 1981, de la gauche au pouvoir pouvait être, en effet, interprétée comme un échec du réarmement intellectuel de la droite entrepris par le GRECE. Et l'émergence du Front national, en 1983-1984, dans l'espace politique français, montrait que le nationalisme hexagonal et populiste n'avait pas épuisé sa puissance de mobilisation, et n'avait guère été entamé par l'offensive nationaliste-européenne d'*Europe-Action*, prolongée et reformulée dans un sens élitiste par le GRECE. C'est pourquoi le ralliement au Front national de leaders historiques du GRECE, tel P. Vial, a produit, à partir de 1987-1988, une recentration de celui-ci sur les débats intellectuels et un renouvellement de ses cadres, souvent dénués de passé politique marqué à l'extrême droite. C'est ainsi que Xavier Marchand, ancien militant du RPR, a été nommé le 20 mai 1990, à l'âge de 23 ans, au poste de secrétaire général du GRECE. *Éléments* ne se définit plus comme «la revue de la Nouvelle Droite» (n° 37, janvier-mars 1981), ni comme «la revue culturelle de la Nouvelle Droite» (n° 40, hiver 1981-1982 et suivants), mais comme une revue partici-

pant à la redéfinition en cours de la «culture européenne». *Éléments* avait toujours été dirigé par d'anciens militants nationalistes (J.-C. Valla, J.-C. Bardet, P. Vial, M. Marmin, etc.); depuis 1991, le trimestriel est dirigé par Charles Champetier, qui a eu 25 ans en 1992, et dont les références intellectuelles sont, outre Georges Dumézil: Louis Dumont, Jean Baudrillard, André Gorz, Marshall Sahlins, Georges Duby, Michel Maffesoli, Alain Caillé, Serge Latouche, Marcel Gauchet, etc. La pratique de la «guerre culturelle» suppose une claire distinction entre «amis» et «ennemis». Or, si l'ennemi «métapolitique» principal du GRECE a longtemps été incarné par «l'égalitarisme judéo-chrétien», il semble qu'il puisse aujourd'hui s'identifier dans «l'utilitarisme» ou «la raison utilitaire» (cf. C. Champetier, «Anti-utilitarisme: de nouveaux clivages», *Éléments*, n° 74, printemps 1992, p. 12-14). Il est difficile, dès lors, de situer le GRECE dans le champ politique: son rejet du nationalisme français l'oppose au Front national; sa récusation du libéralisme et des «valeurs marchandes» le coupe des partis néo-conservateurs à la française («libéraux» et néo-gaullistes); sa dénonciation du «cosmopolitisme» l'éloigne des néo-socialistes «humanitaires», «dialogiques» et «planétaires»; son éloge d'une Europe impériale ne peut que déplaire à tous, aux nationalistes comme aux cosmopolites («libéraux», «écologistes» ou «socialistes»); sa stigmatisation de l'ordre moral et des intégrismes (notamment catholiques et islamiques) le singularise dans une période où le théologico-religieux vient «fanatiser» et légitimer les passions nationales ou ethniques (cf. A. de Benoist, «Entretien», *Le Choc du mois*, n° 31, juillet-août 1990, p. 31-33, et «La stratégie de Jean-Paul II. La «nouvelle évangélisation» de l'Europe», *Krisis*, n° 10-11, avril 1992, p. 20-43 et n° 12, octobre 1992, p. 111-142; cf. aussi le dossier «Le droit au blasphème», *Éléments*, n° 66, septembre-octobre 1989).

*VS: Quelle était l'audience de la Nouvelle Droite au début des années 1980?*

P.-A. T.: En 1985-1986, le GRECE déclarait compter 2500 adhérents, au sens strict, et entre 5000 et 8000 personnes dans sa mouvance (évaluations d'A. de Benoist, recoupées avec d'autres, mais les chiffres paraissent « gonflés »). Depuis 1978-1979, ses colloques « nationaux » annuels, centrés sur un thème (« Contre les totalitarismes, pour une nouvelle culture », 1979; « La cause des peuples », 1981 (pour 1980); « Pour un gramscisme de droite », 1981; « Une troisième voie », 1983; « Une certaine idée de la France », 1985; « Le défi de Disneyland », 1986; « Crépuscule des blocs, aurore des peuples », 1989; « États-Unis: danger », 1991; « Europe: le nouveau monde », 1992), attirent de 700 à 1200 personnes (les actes de ces colloques sont publiés dans les mois qui suivent). Si l'on considère les différentes revues liées au GRECE, on note qu'*Éléments* tourne autour de 5000 abonnés (pour un tirage de 15000 exemplaires), que *Nouvelle École* compte environ 2000 abonnés, *Études et recherches* (nouvelle série, n° 1, printemps 1983) entre 500 et 600, *Panorama des idées actuelles* (n° 1, mars 1985) entre 800 et 1000 (ces deux dernières publications n'ayant jamais eu une parution régulière, à l'instar de *Nouvelle École* qui est insensiblement passée du trimestriel à la revue annuelle). Quant à la revue *Krisis*, « revue d'idées et de débats » (n° 1, été 1988), dirigée par A. de Benoist, elle marque une nette volonté de prise de distance vis-à-vis de la mouvance néo-droitière (600 abonnés déclarés en 1992). La plupart des textes qu'elle publie, souvent des reprises ou des entretiens, sont dus à des auteurs marqués à gauche (Olivier Mongin, Jean-Michel Palmier, Alain Caillé, Claude Julien, Dominique Wolton, Pierre Fougeyrollas, Bruno Étienne, Max Gallo, Bernard Langlois, Jean-Pierre Vernant, Jacques Julliard, etc.). Son objectif déclaré est de sur-

monter les « vieux » clivages, en favorisant les controverses susceptibles de faire surgir de « nouveaux » clivages, par-delà l'opposition droite/gauche. Il est bien sûr légitime de s'interroger sur le caractère instrumental d'une telle revue: celle-ci joue-t-elle un rôle « métapolitique » dans le cadre de la stratégie du GRECE, ou permet-elle au personnage public Alain de Benoist, las d'être « ghettoïsé », de se donner une respectabilité culturelle? Mais, dans ce dernier cas de figure, ne peut-on faire l'hypothèse qu'à force de mimer la gauche intellectuelle, l'on s'imprègne des valeurs de gauche, de façon insensible? Telle est l'opinion qui prévaut, sur la « dérive » gauchisante d'A. de Benoist, dans les milieux lepénistes marqués par la tradition catholique. Jean Madiran, avant le renouvellement des références politico-culturelles opéré par le GRECE dans les années 1980, avait stigmatisé la Nouvelle Droite comme une entreprise idéologiquement située à gauche, en raison de son athéisme antichrétien: « La nouvelle droite, radicalement antichrétienne, est en cela, par son esprit, une entreprise de gauche. Il n'est pas exclu qu'elle soit même une entreprise de la gauche » (« Nouvelle droite et délit d'opinion », *Itinéraires*, n° spécial hors série, octobre-novembre 1979, p. 26). Mais l'imaginaire du complot est ici par trop évident.

*VS: A. de Benoist penserait-il désormais à gauche?*

P.-A. T.: N'allons pas si vite, ou ne soyons pas si naïfs. L'indéniable évolution intellectuelle d'A. de Benoist, suivi par une partie du GRECE, n'est toujours pas traduite ou reflétée par une évolution politique dénuée d'équivoques. La crédibilité d'A. de Benoist n'échappera au soupçon que lorsqu'il aura publié un texte argumenté où, tout à la fois, il marquera une nette rupture avec les milieux néo-nationalistes ou « révolutionnaires-conservateurs », et s'expliquera sur les raisons de

cette rupture. Les convergences observables des positions « tiers-mondistes » d'A. de Benoist avec celles de certains milieux communistes ou gauchistes, par exemple, ne sauraient comme telles constituer des certificats d'honorabilité. Il est clair qu'on peut défendre le port du « foulard islamique » dans l'espace scolaire pour des raisons diamétralement opposées, et qui font surgir une zone d'équivocité où, notamment, racisme et antiracisme se renversent l'un dans l'autre, par cet oscillateur idéologique ou ce redistributeur de positions qu'est le « droit à la différence ». Il faut néanmoins reconnaître que, depuis 1990, A. de Benoist a publié des déclarations marquant sa réprobation des « thèses » du Front national.

VS: À savoir?

P.-A. T.: Dans un entretien publié par *Le Choc du mois* (n° 31, juillet-août 1990, p. 31-33), A. de Benoist prend expressément ses distances vis-à-vis de la « droite française », et exprime clairement son rejet des « thèses » du Front national :

« Depuis près d'un demi-siècle la droite française a surtout brillé par son absence dans tous les grands débats d'idées qui se sont déroulés dans le monde ... Quant à ma position vis-à-vis du Front national, elle est assez simple ... Je me sens très étranger à ce mouvement. Je n'y reconnais aucune des idées qui sont les miennes et qui donnent un sens à ma vie. Je pense que la droite a toujours été menacée de verser dans quatre travers principaux : le libéralisme, l'ordre moral, l'intégrisme et le racisme. Or, je crains que le Front national, parti national-populiste qui se présente, en profondeur, comme un véritable patchwork idéologique, ne verse dans des proportions diverses dans les quatre à la fois » (p. 32).

Dans un entretien publié en juillet 1992 par *Les Dossiers de l'histoire*, il précise : « Les thèses du Front national, personnellement, me soulèvent le cœur ... Tout d'abord, concernant l'immigration, parce que la logique du bouc émissaire m'est insupportable » (n° 82, p. 149-150). C'est

là plus qu'un acte de rupture ; c'est une déclaration de guerre idéologique. Mais surtout, A. de Benoist précise les raisons de son hostilité au Front national, et se sépare ainsi, sur le ton du mépris et du dégoût, des membres du GRECE passés au mouvement lepéniste. Prix à payer pour acquérir une certaine respectabilité, commenteront les interprètes machiavéliens, selon la logique du soupçon. Il reste à juger les effets de ces déclarations.

VS: Le Front national a-t-il réagi à ces déclarations?

P.-A. T.: La réaction du Front national n'est pas immédiate – à l'exception d'une courte note parue le 6 août 1992 dans *National-Hebdo* –, et il faut attendre février 1993 pour que Roland Gaucher, directeur de *National-Hebdo*, dénonçant la reprise de *Minute* par une équipe rédactionnelle issue ou proche du GRECE (J.-C. Valla, etc.), lance des attaques personnelles contre A. de Benoist, soupçonné de sympathies suspectes pour les communistes, en France comme en Russie :

« Bizarrement ... on le (A. de Benoist) verra participer à un colloque où figurent des personnalités communistes qui ne bronchent pas. L'attitude des communistes français apparaît moins étrange si l'on sait qu'A. de Benoist a pris contact ... avec les « conservateurs » russes ... tout simplement les anciens bolcheviks ... et des nationalistes russes type Pamiat, cette organisation antisémite qui était financée par le KGB sous Brejnev ... Un des objectifs communs aux nationalistes et aux communistes est de recréer une grande Russie impérialiste. Dans ce milieu, A. de Benoist fait un peu figure de « gourou » (« Le GRECE est de retour », *National-Hebdo*, n° 446, 4-10 février 1993, p. 9).

R. Gaucher désigne clairement la rupture et la « trahison ».

« À notre époque, les motifs d'écœurement ne manquent pas. Certaines réactions, toutefois, venant d'hommes qu'on a connus en d'autres circonstances, surprennent. Ainsi ... A. de Benoist, tête pensante de la Nouvelle

Droite, s'est déclaré "écoeuré" par les thèses du Front national. Une déclaration faite à une revue d'Histoire, qui aurait pu aussi bien émaner d'un vulgaire Jean-Pépère Bloch (*sic*). Et le même délicat esprit ne craint pas d'aller serrer les mains sales des "conservateurs" (*sic*) russes" (R. Gaucher, «Divers sujets d'écoeurements», *National-Hebdo*, n° 447, 11-17 février 1993, p. 2).

En dépit de sa mauvaise foi et de sa volonté de nuire, l'anticommuniste professionnel Roland Gaucher met en évidence un paradoxe qui pourrait dévoiler l'ambiguïté permanente des positions d'Alain de Benoist: pourquoi, en effet, ne pas se déclarer "écoeuré" par les "thèses" des nationalistes russes, qui n'ont rien à envier à celles que défendent les nationalistes français? Question de stratégie, vraisemblablement, comme le laisse supposer cette analyse du dépassement des anciens clivages en Russie: «Là comme ailleurs, de nouveaux clivages se mettent en place. Sur le plan politique, le fait dominant est le rapprochement des "blancs" et des "rouges": monarchistes russophiles et "nationaux-bolcheviks" appartiennent désormais au même camp, qui n'est jamais que le grand rassemblement des patriotes (ceux qu'à Moscou on appelle "les nôtres") qui aspirent à un avenir russe et refusent d'être aliénés à l'Occident» (A. de Benoist, «Russie: l'histoire ouverte», *Éléments*, n° 74, printemps 1992, p. 36).

*VS: A. de Benoist aurait donc enfin trouvé, chez les nationalistes russes, des alliés sûrs dans son entreprise de réanimation d'un courant «révolutionnaire-conservateur» et de définition d'une «nouvelle résistance» à «l'ordre occidental», au «Nouvel Ordre mondial»?*

P.-A. T.: Le néo-nationalisme russe indique en effet une voie de dépassement des «anciens clivages», qui paraît fort proche de celle que prône le «gourou» de la Nouvelle Droite. Il suffit de citer Alexan-

dre Prokhanov, l'inspirateur du Front du salut national, définissant le 24 octobre 1992, lors du congrès de fondation dudit Front, à Moscou, l'idéologie antimondialiste de celui-ci:

«(Le FSN incarne) la fin de la guerre civile ancienne et injuste des rouges et des blancs. L'avenir de la Russie réside dans l'alliance profonde des partisans de la justice sociale – les rouges – et de la tradition nationale – les blancs. Les uns et les autres sont désormais unis dans la lutte contre le mondialisme, le cosmopolitisme, contre le capitalisme américain, contre la trahison sociale, nationale et géopolitique de Gorbatchev et Eltsine qui servent les intérêts du Nouvel Ordre mondial au détriment des peuples de Russie. Le but commun, au-delà de la droite et de la gauche, c'est le Troisième Empire» (cité dans *Lutte du peuple. Mensuel pour une nouvelle résistance*, n° 11, décembre 1992, p. 8).

La proximité des représentations et des positions est frappante, et pourrait à elle seule justifier l'intérêt manifesté par la plupart des leaders des droites radicales d'Europe de l'Ouest pour «la nouvelle résistance russe», anti-occidentale (donc antidémocrate) et antimondialiste (donc anticapitaliste et antilibérale). C'est ainsi qu'en mars 1992, à l'initiative de la revue *Dyenn* (Le Jour), A. de Benoist et Robert Steuckers (chef de file de la Nouvelle Droite en Belgique, directeur des revues *Vouloir* et *Orientations*) se sont rendus à Moscou pour participer à diverses rencontres publiques, patronnées notamment par Alexandre Douguine (traducteur russe de René Guénon et de Julius Evola, et initiateur à Moscou d'un réseau de style «Nouvelle Droite»). L'ex-leader néo-fasciste Michel Schneider commente ainsi ce voyage, dans la revue qu'il dirige depuis 1990: «Cette manifestation prouve que les cartes sont en train d'être redistribuées et que les clivages gauche/droite, qui ont dominé le monde après 1945, ont cessé d'être pertinents. Ceux que le système avait, à l'Est comme à l'Ouest, rejetés dans la marginalité, se

retrouveront tôt ou tard à l'avant-plan» («Retour de Russie», *Nationalisme et République*, n° 8, 1<sup>er</sup> juin 1992, p. 23). Alexandre Douguine, qui dirige les éditions AION et l'association ARCTOGAIA, défend un traditionalisme issu à la fois de Konstantin Léontieff et de R. Guénon, et définissant «le mondialisme» comme l'ennemi absolu (cf. «Entretien avec A. Douguine, éditeur traditionaliste à Moscou», *Vouloir*, n° 71-72, janvier-février 1991, p. 15-18). Douguine prône, par exemple, la construction d'un front uni des traditionalismes orthodoxe et islamique contre «la subversion antitraditionnelle», proposition qu'il justifie ainsi: «La nouvelle phase de stratégie mondiale de la "Bête" comporte d'un côté la subordination du peuple russe au pouvoir mondialiste, et de l'autre une attaque contre le bastion le plus solide de la tradition qui est actuellement l'islam» (entretien avec Claudio Mutti, traduit dans *Alternative tercériste*, n° 27, décembre 1990, p. 5). Le 2 mars 1993 a été créé un Comité permanent antimondialiste à Moscou (*Nationalisme et République*, n° 13, 20 mars 1993, p. 1-2).

VS: Ces interférences idéologiques ne viennent-elles pas démentir la «thèse» de la «dérive» gauchisante du GRECE?

P.-A. T.: La désignation d'un ennemi commun, «le mondialisme» ou «le cosmopolitisme», suffit à instituer des voisinages et à faire surgir de nouvelles alliances qui montrent bien que la «gauchisation» des positions du GRECE ne lui interdit nullement certains rapprochements avec les courants néo-nationalistes radicaux («nationalistes révolutionnaires» ou néo-fascistes) ni avec les mouvements traditionalistes anti-occidentaux. C'est là précisément le type de l'apparent paradoxe sur lequel il faut réfléchir, et qu'on rencontre dans toutes les positions «révolutionnaires-conservatrices». La nouveauté, c'est peut-être la

double fascination exercée par l'Est post-communiste et par le Tiers Monde anti-occidental. C'est désormais du Sud et de l'Est que vient la lumière pour les «libérateurs» de l'Europe. Ni communisme ni libéralisme: le double rejet postulé par la position «révolutionnaire-conservatrice» trouve, dans la Russie post-communiste, une situation favorable à sa réalisation politique, par conjonction des «extrêmes». En 1989, A. de Benoist pouvait encore déclarer que «l'anticommunisme ne doit pas avoir pour effet de conduire les Européens à s'aligner sur les États-Unis» («Droit de réponse» publié dans *Le Choc du mois*, n° 15, février 1989, p. 79). La menace communiste s'étant depuis évanouie, seuls les États-Unis peuvent incarner la figure de l'ennemi absolu. Le paysage politique se simplifie tout en s'obscurcissant, par l'indistinction des frontières idéologiques et la valse des positions. Car tous les anti-américanismes ne reviennent pas au même! Le jeu des nouvelles équivoques commence... Autour de l'anticosmopolitisme. Car celui du GRECE n'est pas celui du Front national.

VS: Au travers de toutes ces publications, et derrière ces polémiques, quelles sont les valeurs défendues par la Nouvelle Droite?

P.-A. T.: Je corrige ou précise: du GRECE. La première nouveauté, c'est la rupture avec la tradition catholique, matrice de la droite conservatrice en France, et la dénonciation virulente de l'héritage «judéo-chrétien». En fait, le «judéo-christianisme» tend à se réduire au christianisme, récusé en tant que principal diffuseur en Occident des idéaux universalistes et des valeurs égalitaires. Les «droits de l'homme», par exemple, sont dénoncés comme ses rejetons modernes. Le deuxième thème, central dans les années 1970, est l'anti-égalitarisme, la dénonciation insistante de «l'utopie égalitaire». L'un de ses inspirateurs est le phi-

losophe Louis Rougier, épistémologue, historien des idées et exégète du Nouveau Testament (cf., de L. Rougier, *La mystique démocratique*, Paris, Flammarion, 1929, et *Du paradis à l'utopie*, Paris, Copernic (maison d'édition du GRECE), 1979). Le troisième thème n'est autre que la référence, fondatrice et normative, à «l'héritage indo-européen», redéfini sur la base des travaux de Georges Dumézil, non sans distorsions (cf., «Georges Dumézil et les études indo-européennes» *Nouvelle École*, n° 21-22, hiver 1972-1973; A. de Benoist, *Vu de droite*, Paris, Copernic, 1977, p. 29-32, 32-37). Avec la référence indo-européenne, outre le modèle d'une organisation sociale hiérarchique (prêtres/souverains, guerriers, producteurs), c'est le polythéisme, ou le paganisme, qui est loué et repensé comme la «véritable» religion des Européens (A. de Benoist, *Comment peut-on être païen?*, Paris, A. Michel, 1981). Il faut enfin repérer un quatrième thème qui, déjà présent dans les années 1970, est radicalisé et privilégié dans la décennie qui suit: la critique de l'économisme, de la vision marchande du monde ou de l'individualisme libéral qui se radicalise au point de conduire à l'érection du «libéralisme bourgeois» (ou «occidental») en «ennemi principal» (A. de Benoist, *Orientations pour des années décisives*, Paris, Le Labyrinthe (maison d'édition du GRECE), 1982, p. 35). Permanence de l'antibourgeoisisme, dans les courants dits «révolutionnaires-conservateurs». Mais «la social-démocratie européenne», précise A. de Benoist, est du libéralisme «l'un des plus dangereux succédanés» (*ibid.*). Vers le milieu des années 1980, cet antilibéralisme intransigeant se redéfinit comme une implication d'un anti-utilitarisme généralisé, d'où la rencontre intellectuelle et les débats avec les animateurs du MAUSS (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales, animé notamment par Alain Caillé, Ahmet Insel et Serge Latouche; cf. *Bulle-*

*tin du MAUSS*, n° 20, décembre 1986). Un cinquième thème apparaît dans les années 1975-1980: le pluralisme culturel radical, ou l'ethno-différentialisme, centré sur le droit des «peuples» à demeurer eux-mêmes, à préserver à tout prix leurs respectives identités, au nom du «droit à la différence». Pour autant que la différence culturelle est absolutisée, et qu'est abolie la référence à une commune humanité, nous pouvons reconnaître dans ce différentialisme la forme idéologique nouvelle du racisme, ce que nous avons défini comme racisme différentialiste et culturel. Mais, dans ses textes récents (à partir d'*Europe, Tiers-Monde, même combat*, Paris, R. Laffont, 1986), réagissant aux critiques, A. de Benoist semble se rapprocher d'un relativisme culturel classique qu'on rencontre, par exemple, chez Claude Lévi-Strauss (*Le regard éloigné*, Paris, Plon, 1983). D'où le singulier «tiers-mondisme» du GRECE, qui semble une manière rhétorique de faire de l'anti-américanisme radical.

*VS: Y a-t-il une tentation eugéniste et raciste dans les thèses de la Nouvelle Droite?*

P.-A. T.: C'est en effet l'héritage idéologique transmis au GRECE par *Europe-Action*, une synthèse de racisme aryaniste et d'eugénisme, qui était alors nommée «réalisme biologique». Le jeune A. de Benoist écrivait ainsi: «Le réalisme biologique est le meilleur outil contre les chimères idéalistes» (*Europe-Action*, n° 36, décembre 1965, p. 9). Ou encore, en 1970: «Ce qui fait qu'une population va dans le sens d'une plus grande qualité, c'est que les hommes de valeur, les élites, puissent procréer à leur tour, et transmettre, selon les lois de l'hérédité, les aptitudes exceptionnelles et les dons qui sont les leurs» (*Avec ou sans Dieu?*, Paris, Beauchesne, 1970, p. 88). La rhétorique du «réalisme biologique» se rencontre dans les premiers textes du GRECE, et

notamment dans les premiers numéros de *Nouvelle École*. Le texte introductif d'un dossier sur «l'eugénisme» est ici exemplaire :

«Mai 1968 : révolte de la jeunesse mais aussi surgissement des «Katangais» et des drogués ... C'est qu'à l'occasion des grands troubles les sociétés sont comme un bocal qu'on agite : les impuretés sont brusquement portées à la surface ... Mais qu'on laisse l'histoire décanter l'événement. Et le déchet biologique retombe au fond. La hiérarchie sociale actuelle n'est pas conforme à la hiérarchie biologique ... C'est aux extrêmes que s'observe la plus grande densité d'éléments troubles : l'écume biologique à la surface, la lie biologique au fond. L'écume biologique forme le bouillon de culture des parasites légaux et semi-légaux ... La lie biologique est le bouillon de culture des éléments plus primitifs» (*Nouvelle École*, n° 14, janvier-février 1971, p. 12).

La vraie révolution nationaliste-européenne doit être une révolution biologique : «La vraie politique, c'est la biopolitique», affirme un texte introductif paru dans *Nouvelle École* (n° 9, juin-juillet-août 1969, p. 7). Un tel programme biopolitique se fonde sur les déterminismes génétiques différentiels (héréditaires) des aptitudes et des conduites. Pris dans sa visée eugéniste, il est censé permettre à la fois l'élimination des «mauvaises» lignées (le «déchet biologique») et la production d'une élite garantie par sa «bonne» hérédité. Le *Dictionnaire du militant* affirmait que «la pensée d'Alexis Carrel est l'une des principales sources du nationalisme» (*Europe-Action*, n° 5, mai 1963, p. 55) et citait le maître : «Pour la perpétuation d'une élite, l'eugénisme est indispensable» (p. 64). Or, dès son premier numéro (septembre-octobre 1973), *Éléments pour la civilisation européenne* célèbre Alexis Carrel dont on fête alors le centenaire ; A. de Benoist lui consacre un article en septembre 1973 dans *Le Spectacle du monde* (repris dans A. de Benoist, *Vu de droite*, Paris, Copernic, 1979, 5<sup>e</sup>, édition, p. 284-288). Mais

Carrel ne se serait pas reconnu dans de tels «héritiers».

*VS: Dans vos travaux, vous insistez sur l'abandon progressif des références à la biologie dans les publications du GRECE. Pouvez-vous préciser?*

P.-A. T. : Il faut reconnaître que, jusqu'au milieu des années 1970, le GRECE attache une grande importance au «réalisme biologique». Ainsi dans le n° 8-9 d'*Éléments* (novembre 1974-février 1975, p. 21), on peut lire dans la rubrique «À paraître» : «Yves Christen et Robert de Herte (pseudonyme d'A. de Benoist), *Introduction au réalisme biologique* (coll. Études). Le docteur Y. Christen fait le point sur les découvertes scientifiques les plus récentes concernant la place de l'homme dans l'évolution biologique. Il étudie les différences raciales et explique pourquoi l'eugénisme est aujourd'hui, plus que jamais, nécessaire. En annexe, trente noms de précurseurs, de chercheurs et de vulgarisateurs : biographies établies par Robert de Herte». En 1977, sous le pseudonyme collectif de «Jean-Pierre Hébert», quatre «chercheurs» (dont vraisemblablement Y. Christen et A. de Benoist) font paraître *Race et intelligence* aux éditions Copernic (vol. 1 de la collection «Factuelles», dirigée par A. de Benoist). Mais, déjà, le déterminisme biologique est saisi par le différentialisme : «Les auteurs ... plaident pour le droit à la différence et l'épanouissement des peuples selon leur génie propre» (quatrième de couverture). La récusation du racisme biologique et inégalitaire se fait de plus en plus claire, notamment sous la plume d'A. de Benoist («Contre tous les racismes», *Éléments*, n° 8-9, 1974-1975, p. 13-18, 23 ; «Le totalitarisme raciste», *Éléments*, n° 33, février-mars 1980, p. 13-20 ; «Racisme : remarques autour d'une définition», dans *Racismes, antiracismes*, Paris, Méridiens/Klincksieck, 1986, p. 203-251). Deux interprétations sont possibles : ou

bien A. de Benoist a suivi une évolution intellectuelle personnelle qui l'a conduit du racisme bio-inégalitaire au relativisme culturel et au pluralisme ethnique; ou bien A. de Benoist, excellent stratège culturel, s'est contenté de reformuler de façon acceptable la pensée raciste, en retournant avec virtuosité le culte contemporain de la différence jusqu'à pervertir le «droit à la différence» cher aux antiracistes. Il aurait ainsi fait du racisme avec une composante de l'antiracisme. À en juger par les seuls textes publiés, on ne peut guère trancher. Et A. de Benoist sait faire jouer les ambiguïtés, déroutant les commentateurs.

*VS: La Nouvelle Droite a-t-elle pris position face aux négations de Robert Faurisson et ses disciples?*

P.-A. T.: Si les revues du GRECE n'ont jamais donné la parole aux négationnistes, il semble qu'il y ait un débat interne, et continué, sur la question du génocide nazi des juifs et des chambres à gaz homicides. Dans la livraison d'été 1990 du trimestriel *Le Lien* (Bulletin de liaison des membres du GRECE), on peut lire, sous la signature de Georges Charbonneau: «Négationniste, la Nouvelle Droite ne l'a jamais été, et moins que jamais n'entend le devenir. Dans l'actuelle polémique sur l'existence des chambres à gaz, il convient d'affirmer clairement que le GRECE ne soutiendra pas ceux qui nient le caractère odieux de l'industrialisation de la mort à l'encontre des Juifs d'Europe et des autres minorités ethniques ou politiques lors de la Seconde Guerre mondiale» («Du révisionnisme», p. 4). Telle est la position semi-publique adoptée par le GRECE à la fin des années 1980. Mais cette position, peut-être dictée par un souci tactique, a été publiquement contestée par l'un des fondateurs du GRECE, J.-C. Valla (né en 1944, directeur de la *Lettre de Magazine Hebdo* et du nouveau *Minute*), dans une

lettre adressée à la revue négationniste dirigée par Henri Roques :

«N'étant plus membre du GRECE, j'ignore si Monsieur Charbonneau est habilité à parler au nom de cette association, mais celle-ci ne saurait avoir la prétention de parler au nom de tous ceux qui se reconnaissent dans ce qu'il est convenu d'appeler la "Nouvelle Droite" et dont les frontières dépassent, fort heureusement, celles du GRECE. Ayant été secrétaire général du GRECE, rédacteur en chef d'*Éléments* et directeur des éditions Copernic, je dénie à quiconque le droit de s'ériger en porte-parole de la Nouvelle Droite. Personnellement – mais cette opinion n'engage que moi –, j'ai acquis depuis longtemps la certitude que les révisionnistes avaient raison» («Droit de réponse» daté du 24 janvier 1990, *Revue d'Histoire révisionniste*, n° 4, février-avril 1991, p. 12).

Il est vrai que dès 1980, dans *Le Figaro-Magazine* (23 mai 1980, p. 71), J.-C. Valla avait nettement pris la défense de Robert Faurisson, à travers une assimilation rhétorique de celui-ci à Victor Kravchenko, témoin des crimes staliens, et objet d'une chasse aux sorcières en 1949. Une troisième position, d'apparence «neutre» (ni l'un ni l'autre), peut être repérée dans la mouvance du GRECE, qui consiste à renvoyer dos à dos «exterminationnistes» et «négationnistes». Cette position «neutre» est justifiée par un objectif précis: s'il convient de ne pas soutenir les négationnistes, c'est pour éviter de nourrir les controverses qui empêchent de sortir de «l'après-guerre». G. Charbonneau l'affirme clairement: «Il faut sortir d'Auschwitz et de la logique de l'après-guerre. Le débat de l'avec ou sans les chambres à gaz revivifie la légitimité issue d'Auschwitz à bout de souffle, au moment où le partage de l'Europe n'est plus. Il faut sortir d'Auschwitz par la seule porte possible. Le reconnaître pleinement pour mieux le laisser reposer. Le laisser reposer en paix dans le cimetière des génocides ... Point de génocides élus, et d'autres négligés» (art. cité, p. 5). Oublier Auschwitz,

donc, ce qui dispense de le nier : telle est l'argumentation destinée à contrer un antiracisme désormais recentré sur le devoir de mémoire, et le douloureux rappel d'Auschwitz. Le GRECE est ici plus proche des positions de Paul Yonnet (" La machine Carpentras ", *Le Débat*, 61, septembre-octobre 1990) que de celles de Robert Faurisson.

*VS: L'adhésion au Front national d'anciens responsables du GRECE, tel P. Vial, suppose-t-elle une communauté doctrinale?*

P.-A. T.: Le fait que certains membres du GRECE, depuis 1984-1985, ont adhéré au Front national a été interprété comme une preuve de proximité idéologique. Le président du GRECE, Jacques Marlaud, a réagi dans un texte publié en «Droit de réponse» dans *Le Nouvel Observateur*, le 17 mai 1990 :

«Pour l'heure, les divergences entre l'extrême-droite et la "nouvelle droite" paraissent insurmontables. 1. Le FN est imprégné de messianisme catholique incompatible avec notre conception païenne. 2. La doctrine identitaire du FN se résume à un nationalisme étroit, "franchouillard", alors que nous sommes Européens ... avant d'être Français. 3. Le FN s'oppose aux mosquées, aux tchadors ... Nous sommes pour le droit imprescriptible des peuples à rester eux-mêmes; sur notre sol ou ailleurs. 4. L'humeur sécuritaire et identitaire à fleur de peau des frontistes cache leur absence de projet de société et de comportement en rupture avec la société marchande, que nous avons toujours dénoncée comme "système à tuer les peuples". 5. Le caporalisme en vigueur dans ce parti est inconciliable avec notre conception libertaire et aristocratique ... de l'excellence».

Il est clair que les principaux points de rupture sont : la référence au christianisme, l'alternative du populisme et de l'élitisme, l'évaluation du capitalisme libéral, la conception de l'Europe (ou le rapport au nationalisme français). C'est sur ces quatre points que divergent également le GRECE et le Club de l'Horloge.

*VS: Comment caractériser, par rapport au GRECE, l'évolution idéologique du Club de l'Horloge?*

P.-A. T.: Dès 1977, dans son premier livre (*Les racines du futur. Demain la France*, Paris, Masson, rééd. Albatros, 1984), le Club de l'Horloge semble s'être donné un programme défini : réconcilier libéralisme économique et nationalisme. Si la première référence savante du Club de l'Horloge a été G. Dumézil (pour le modèle de la trifonctionnalité), la découverte du «libéralisme» néo-conservateur d'un Hayek l'a conduit à lire Edmund Burke et à s'y reconnaître. Le national-libéralisme du Club de l'Horloge est expressément antijacobin et, plus généralement, anticonstructiviste. L'ennemi principal du Club sera dès lors la gauche, pour autant que celle-ci est, par définition, porteuse d'un projet de transformation sociale relevant des «utopies constructivistes» conduisant à l'État-providence ou au totalitarisme sous diverses formes (communisme, fascisme). Au moment même où le GRECE commençait à affirmer un antilibéralisme radical, le Club de l'Horloge s'appliquait à constituer une doctrine néo-libérale intégrant le souci de «l'enracinement» et le respect de «l'identité nationale» – entre 1977 et 1981. De plus, tandis que le GRECE se désimpliquait du jeu politique, dans les années 1981 et suivantes, le Club de l'Horloge alimentait doctrinalement tous les partis oppositionnels de droite, avant de fournir au Front national, en 1985, avec le livre dirigé par Jean-Yves Le Gallou (*La préférence nationale: réponse à l'immigration*, Paris, A. Michel, 1985), les principes d'une argumentation efficace. On notera que J.-Y. Le Gallou et Y. Blot ont rejoint le Front national respectivement en 1985 et 1988 – avec d'autres transfuges du Club de l'Horloge ou des CAR (Comités d'action républicaine, lancés en janvier 1982), tels que Jean-Claude Bardet ou Bruno Mégret, respectivement rédacteur en chef et

directeur de la revue «théorique» du Front national, *Identité* («Revue d'études nationales»), fondée en 1988, et regroupant la plupart des membres du «Conseil scientifique» du parti national-populiste. Ces transfuges ont constitué au sein du Front national un pôle national-libéral, plutôt anti-américain (cf. Y. Blot, «L'imposture américaine», *Identité*, n° 14, septembre-octobre 1991, p. 30-32), rivalisant avec deux autres pôles: le populiste de tradition «nationaliste-révolutionnaire» (héritage de Jean-Pierre Stirbois) et le traditionaliste catholique, l'un comme l'autre professant l'antijudéo-maçonnisme.

*VS: Quelles sont les grandes lignes de cette doctrine nationale-libérale?*

P.-A. T.: Il faut partir du double fait que le discours national-libéral s'est adapté à l'évolution idéologique de son adversaire et que l'argumentation antigauche du Club de l'Horloge est expressément anti-socialiste, notamment depuis 1981 (voir *Échecs et injustices du socialisme, suivi d'un projet républicain pour l'opposition*, Paris, A. Michel, 1982). On y observe un déplacement de l'anti-égalitarisme vers l'anticosmopolitisme, justifié par la métamorphose du discours socialiste, selon Henry de Lesquen, président du Club: «L'ambition du Club de l'Horloge est de développer un corps de doctrine pour la droite ... Nous avons d'abord fait une critique radicale de l'égalitarisme et de l'étatisme qui en découlait ... On peut parler (aujourd'hui) d'un néosocialisme. C'est le cosmopolitisme ... qui en constitue le noyau doctrinal. Le néosocialisme veut dissoudre la nation dans le genre humain» (*Lettre d'information du Club de l'Horloge*, n° 39, 3<sup>e</sup> trimestre 1989, p. 1). Vers 1985-1986, la référence positive des textes doctrinaux du Club devient l'identité collective, qu'il s'agisse de l'identité culturelle de l'Occident ou de l'Europe, ou bien de l'identité nationale. L'identité

«va de pair en Occident avec la liberté», ce qui implique une certaine définition de celle-ci: «Être libre, c'est affirmer son identité, pour un individu comme pour un groupe» (*ibid.*). Le néo-conservatisme du Club est à la fois «libéral» (contre l'État-providence) et identitaire, c'est-à-dire «enraciné» (dans les appartenances communautaires et les valeurs traditionnelles). D'où cette redéfinition de la position antitotalitaire: «Un individu déraciné est à la merci des aventures totalitaires» (H. de Lesquen, *Lettre d'information*, n° 41, 1<sup>er</sup> trimestre 1990, p. 1). Défendre le nationalisme serait ainsi se défendre contre le totalitarisme. Les «horlogers» du Front national se montrent néanmoins souvent antilibéraux, non sans virulence (cf. J.-C. Bardet, «Le libéralisme est un ennemi», *Le Choc du mois*, n° 24, novembre 1989, p. 18-20).

*VS: C'est sur cette question du «national-libéralisme» que s'opposent GRECE et Club de l'Horloge?*

P.-A. T.: En effet, mais dans la mesure où, pour le Club de l'Horloge et pour lui seul, le nationalisme implique le libéralisme. C'est sur ce point que l'opposition entre le GRECE et le Club de l'Horloge est à la fois évidente et insurmontable. À lire A. de Benoist, par exemple, l'on constate que son rejet du nationalisme est impliqué autant par son européisme culturel que par son pluralisme «localiste»: viser la construction d'une Europe impériale comportant une pluralité interne («Europe des régions» ou des «ethnies») conduit logiquement à l'antinationalisme. Mais aussi bien à la dénonciation du libéralisme comme machine économique et idéologique à produire le déracinement et l'uniformisation; d'où le thème récurrent: «Le libéralisme contre les peuples» (*Éléments*, n° 68, été 1990), qui réplique au slogan lancé par le Club de l'Horloge: «Le libéralisme au service des peuples» (5<sup>e</sup> université annuelle du Club, Nice, 20-

22 octobre 1989). Sur la base d'une telle vision manichéenne, la dénonciation du libéralisme par le GRECE est sans nuances: «Partout, le libéralisme détruit les identités collectives, les cultures enracinées, et s'avère générateur d'uniformité. Il serait principe de liberté, d'émancipation du sujet? Jamais les hommes n'ont été aussi aliénés que dans le rapport à la marchandise ... Combattre le libéralisme, ici et maintenant, c'est prendre le mal à la racine» (Robert de Herte- A. de Benoist, «L'escroquerie libérale», *ibid.*, p. 3). Le libéralisme, défini comme «l'ennemi principal» (A. de Benoist, *Éléments*, n° 41, mars-avril 1982, p. 37-48), devient l'unique ennemi, passablement démonisé, comme dans la littérature tiers-mondiste, à laquelle sont empruntées les plus violentes dénonciations de l'Occident «impérialiste» («Pour en finir avec la civilisation occidentale», *Éléments*, n° 34, avril-mai 1980) et de «l'américanisation de la France et de l'Europe» (20<sup>e</sup> colloque national de la revue *Éléments*, Versailles, 16 novembre 1986: «Le défi de Disneyland»). L'anti-occidentalisme du GRECE est d'abord un anti-américanisme radical: «Maintenant que les États-Unis sont devenus la seule superpuissance mondiale, il est plus que jamais temps de dire qu'ils représentent le sommet de la déshumanisation, de la vulgarité et de la bêtise, de la négation de toute liberté intérieure, du ravalement de l'homme au rang d'objet» (A. de Benoist, «L'impérialisme américain», *L'Idiot international*, n° 44, 16 janvier 1991, p. 3). Le contraste est ici maximal avec le discours du Club de l'Horloge, qui vise à «déculpabiliser» l'Occident en dénonçant les «idéovirus» producteurs de mauvaise conscience («méfaits du colonialisme», «racisme», «exploitation capitaliste», etc.; cf. Michel Leroy et le Club de l'Horloge, *L'Occident sans complexes*, Paris, Carrère, 1987). Il faut ajouter que le Club de l'Horloge défend le catholicisme en tant que forme religieuse tradi-

tionnelle de la France, «fille aînée de l'Église». Le christianisme bien tempéré de l'Église, structure d'ordre, fait partie de l'identité de la France: tel est l'argument «traditionaliste» que le Club oppose au «constructivisme» du GRECE, dont les tentatives de réactivation d'un paganisme originellement indo-européen sont dénoncées comme irréalistes, voire utopistes. La religion catholique fait partie de «l'héritage des ancêtres» (cf. *L'identité de la France*, Paris, A. Michel, 1985), ce qui permet de récuser à la fois l'islam et le socialisme comme incompatibles avec l'identité franco-chrétienne (cf. *Lettre d'information*, n° 23, 4<sup>e</sup> trimestre 1985: «Socialisme et religion sont-ils incompatibles?»). Le Club de l'Horloge refait en ce sens les chemins de l'Action française: que l'on soit chrétien ou agnostique, il faut défendre le catholicisme pour autant que la France est un pays catholique.

Dans le n° 68 d'*Éléments* (été 1990), A. de Benoist publie, sur le libéralisme hayékien, un long article qui est une exécution («Hayek: la loi de la jungle», p. 5-14), proche de celles venues de la gauche intellectuelle. H. de Lesquen envoie un Droit de réponse à *Éléments* (n° 71, automne 1991, p. 28), où il réaffirme que son club s'est efforcé de «définir un libéralisme national que nous distinguons du libéralisme utopique». «Hybride rhétorique», réplique A. de Benoist (p. 29). On ne saurait mieux marquer les divergences.

VS: *Peut-on considérer le GRECE et le Club de l'Horloge comme deux mouvances de la nouvelle droite intellectuelle?*

P.-A. T.: Ce serait prendre les étiquettes journalistiques à la lettre. Le Club de l'Horloge est assurément un club politique situé à droite et travaillant pour les droites. Quant au GRECE, sa position sur l'axe droite/gauche est devenue indéterminable. Et ce n'est pas le discours public de son maître à penser qui est susceptible de fournir les précisions requises.

Dans ses «réponses» aux «questions» posées par A. Caillé, directeur de la *Revue du MAUSS*, A. de Benoist affirme une fois de plus son inclassabilité par rapport au clivage gauche/droite, et applique le schéma du double rejet, ce qui lui permet de «justifier» ses voyages à travers l'espace idéologico-politique et, partant, de convertir ses ambiguïtés en marques de singularité ineffable, située par-delà «droite ou gauche», «libéralisme ou socialisme», etc. : «Dans le panorama politique actuel, je vois les vieux démons de droite (ordre moral, libéralisme, nationalisme, racisme) s'ajouter aux vieux défauts de gauche (économisme, moralisme, mondialisme, goût de l'abstraction). Je vois surtout, un peu partout, la même pauvreté théorique, le même conformisme vis-à-vis des modes, la même révérence envers l'argent ... Je constate qu'en général on m'accuse à droite d'avoir des idées de gauche, et à gauche d'avoir des idées de droite. Ce n'est pas vraiment fait pour me déplaire» (*Revue du MAUSS*, n° 13, 3<sup>e</sup> trimestre 1991, p. 129). Ni droite ni gauche : l'auto-positionnement s'est routinisé et opacifié. Signifie-t-il un rejet de la politique dite «politicienne», de la politique spectacle ? Ou bien n'est-il qu'une ceinture de sécurité idéologique pour une droite radicale attendant son heure ? Si l'on cherche une réponse tranchante dans les propos d'A. de Benoist sur ses références philosophiques et ses préférences idéologico-politiques, on risque fort d'être déçu, voire dérouter. Dans la *Revue du MAUSS*, A. de Benoist, après avoir récusé la «dichotomie droite-gauche», lançait à son interlocuteur (A. Caillé), non sans esthétisme et provocation calculée : «Ma filiation, s'il en fallait une, ce serait plutôt : Rousseau, la Commune, le socialisme français (surtout Sorel et Pierre Leroux), les non-conformistes des années trente, la Révolution conservatrice allemande, le syndicalisme révolutionnaire italien et le situationnisme. Tirez-en ce que vous voulez» (n° 13, 1991, p. 129).

On en peut, en effet, inférer ce que l'on veut. Le classificateur est ainsi dérouté.

*VS: Peut-on dès lors, aujourd'hui encore, parler de la Nouvelle Droite ?*

P.-A. T. : «Nouvelle Droite» n'est plus aujourd'hui qu'une étiquette vide, une désignation dénuée de référence précise. Donc trompeuse. Mais l'expression conserve une valeur caractérisante pour désigner le mouvement de refonte idéologique du «nationalisme européen», lancé et animé par le GRECE depuis sa création, à la fin des années 1960. Jusqu'en 1981, le GRECE a diffusé les éléments d'un corps de doctrine dans l'espace des droites françaises. Entre 1981 et 1989-1990, le GRECE a perdu sa fonction «métapolitique», et ce n'est pas à son influence diffuse que la droite aura dû son triomphal retour au pouvoir. Mais le GRECE, avec son principal «guide spirituel» A. de Benoist, aura en même temps gagné une place inattendue, imprévisible encore en 1983-1984, dans le paysage intellectuel français. Le déplacement des positions du GRECE, de 1968 à 1993, est saisissant : de la défense de la «civilisation occidentale» à la dénonciation de «l'occidentalisme», de l'éloge de l'inégalité au culte de la différence («Le droit à la différence. Pour en finir avec tous les totalitarismes», *Éléments*, n° 33, février-mars 1980), de l'impératif de «défendre les valeurs fondamentales de notre civilisation» (*Éléments*, n° 1, 1973, p. 7) à la «nouvelle alliance» Europe-Tiers Monde (*Éléments*, n° 48-49, hiver 1983-1984).

L'anti-américanisme radical est la conclusion politique du différentialisme culturel. À la fin de son article publié par *L'Idiot international*, le 16 janvier 1991, où Jean-Edern Hallier dénonçait l'Amérique comme «l'ennemie publique du monde entier» (éditorial), A. de Benoist, en anti-impérialiste conséquent, affirmait : «L'enjeu de l'avenir, c'est le maintien de la diversité du monde. En d'autres termes :

la cause des peuples, de tous les peuples, contre l'Homo œconomicus américain». Dans la vision manichéenne du « tiers-mondisme de droite », l'Amérique incarne bien la figure du « Grand Satan ». Il est difficile de ne point sataniser... Autant que de rester à droite, quand on pense à gauche et à droite, et qu'on assume l'ambiguïté (la revue *Krisis* se déclare « de gauche et de droite »). Désormais plus proche, par son anti-américanisme et son antilibéralisme, de *L'Idiot international* ou du *Monde diplomatique* que du *Figaro-Magazine* ou de *Valeurs actuelles*, A. de Benoist, si son passé et ses ambiguïtés n'empêchaient pas de le lire naïvement, pourrait apparaître comme l'un des derniers gauchistes français ! D'où le malaise qu'il provoque chez les amateurs de distinctions nettes. Trajectoire de transfuge ambigu qui reste à étudier sans œillères. Et avec un souci comparatif : des deux jeunes militants nationalistes des années 1960, « François d'Orcival » et « Fabrice Laroche », l'un est devenu défenseur d'un Occident « libéral » sous tutelle américaine, tandis que l'autre a fini par rejoindre le camp des ennemis du « messianisme du "bible and business" ». Camp politiquement hétérogène, peuplé de tous les défenseurs des identités et des formes d'enracinement, qui se distribuent sur plusieurs niveaux, mutuellement exclusifs (national, ethnique, régional, etc.). Concluant une conférence prononcée le 24 novembre 1985, A. de Benoist affirmait ainsi la valeur suprême de son mouvement : « SOS Racisme, disent certains. Nous répondons : SOS Racines » (*Une certaine idée de la France*, Paris, Editions GRECE/Le Labyrinthe, 1985, p. 87). Racines, identités : tel est le nouvel absolu.



Parmi les derniers textes de Pierre-André Taguieff, chercheur au CNRS, on retiendra en particulier son

analyse de « L'antiracisme en crise », dans Michel Wieviorka (dir.), *Racisme et modernité*, Paris, La Découverte, 1993, qui résume une recherche féconde, amorcée depuis plus de dix années.

## BIBLIOGRAPHIE

## Textes du GRECE :

- BENOIST (Alain de), *Vu de droite*, Paris, Copernic, 1977.  
 – *Les idées à l'endroit*, Paris, Éd. Libres/Hallier, 1979.  
 – *Comment peut-on être païen ?*, Paris, A. Michel, 1981.  
 – *Orientations pour des années décisives*, Paris, Le Labyrinthe, 1982.  
 – *Démocratie : le problème*, Paris, Le Labyrinthe, 1985.  
 – *L'éclipse du sacré* (en collaboration avec T. Molnar), Paris, La Table ronde, 1986.  
 – *Europe, Tiers Monde, même combat*, Paris, R. Laffont, 1986.  
 GRECE *Dix ans de combat culturel pour une renaissance*, Paris, GRECE, 1977.  
 HÉBERT (Jean-Pierre), *Race et intelligence*, Paris, Copernic, 1977.  
 VIAL (Pierre), *Pour une renaissance culturelle. Le GRECE prend la parole*, Paris, Copernic, 1979.

## Revue publiée par le GRECE

- Nouvelle École* (depuis février-mars 1968).  
*Éléments pour la civilisation européenne* (depuis septembre-octobre 1973).  
*Études et recherches* (1<sup>re</sup> série, 1974-1977 ; 2<sup>e</sup> série, 1983).  
*Panorama des idées actuelles* (depuis mars 1985).  
 Actes des colloques nationaux annuels = 14 vol. (1973-1993), pour 26 colloques tenus.

## Analyses critiques :

- BERSTEIN (Serge), MILZA (Pierre) *Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme*, Bruxelles, Complexe, 1992.  
 CAMUS (Jean-Yves), MONZAT (René), *Les Droites nationales et radicales en France*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1992.  
 DURANTON-CRABOL (Anne-Marie), « La "Nouvelle Droite" entre printemps et automne (1968-1986) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 17, janvier-mars 1988, p. 39-49.  
 – *Visages de la Nouvelle Droite. Le GRECE et son histoire*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1988.  
 JACOB (Jean), « L'appât anti-économiste de la nouvelle droite », *Revue du MAUSS*, 13, 3<sup>e</sup> trimestre 1991, p. 74-91.  
 LATOUCHE (Serge), « La Nouvelle Droite, le MAUSS et la question du Tiers Monde », *Bulletin du MAUSS*, 20, décembre 1986, p. 11-29.  
 MILZA (Pierre), *Fascisme français. Passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987.  
 TAGUIEFF (Pierre-André), « La stratégie culturelle de la "Nouvelle Droite" en France (1968-1983) », dans *Vous avez dit fascismes ?*, Paris Arthaud/Montalba, 1984, p. 13-152.

- «Alain de Benoist, philosophe», *Les Temps modernes*, février 1984, p. 1439-1478.
- «Les droites radicales en France: nationalisme révolutionnaire et national-libéralisme», *Les Temps modernes*, avril 1985, p. 1780-1842.
- «Les vieilles idées des nouvelles droites», *L'état de la France et de ses habitants*, Paris, La Découverte, 1985, p. 446-450.
- «Droite, nouvelle droite, extrême droite. Discours et idéologie en France et en Italie», *Mots*, 12, mars 1986, (n° spécial coordonné par Simone Bonnafous et Pierre-André Taguieff).
- «Le nouveau racisme de la différence», dans M. Bettati, B. Kouchner, *Le devoir d'ingérence*, Paris, Denoël, 1987, p. 253-262.
- *La force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, La Découverte, 1988.
- «De la race à la culture: l'identité européenne selon la Nouvelle Droite», dans *L'Europe au sortir de la modernité*, Paris, Le Cerf/CERIT, 1988, p. 31-68.